



PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE EAU ET BIODIVERSITE**

**ARRETE D'AUTORISATION
Au titre du code de l'environnement**

Commune de RENNES

ZAC DU BLOSNE-EST

Impact du projet sur l'eau et le milieu aquatique

**LE PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le code de l'environnement et ses articles L. 211-1, L.214-1 à L.241-6 et R.214-1 à R.214-56 et notamment son article R.214-8 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'expropriation et notamment les articles R.11-14-1 à R.11-14-15 ;

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 18 novembre 2009 ;

Vu la liste des commissaires-enquêteurs publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'extrait de délibération du conseil municipal de la Ville de Rennes en date du 11 mai 2015 ;

Vu la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 24 février 2014 ainsi que la "note sur les volumes de rétention" reçue le 11 juin 2014, présentée par Mme le Maire de RENNES, Hôtel de Ville CS 63126 - 35031 RENNES Cedex, enregistrée sous le n° 35-2014-00052 et relative à la gestion des eaux pluviales de la ZAC du Blosne-Est sur la commune de RENNES ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) en date du 17 mars 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 2014 portant ouverture d'enquête publique au titre du code de l'environnement ;

Vu l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 20 novembre 2014 au 19 décembre 2014 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 19 janvier 2015 ;

Vu le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 19 février 2015. ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en sa séance du 14 avril 2015 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation adressé pour observations éventuelles à Mme le Maire de RENNES dans le cadre de la phase contradictoire ;

Considérant

Que les prescriptions du présent arrêté sont compatibles avec une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau dans la mesure où :

- les eaux pluviales sont gérées dans des ouvrages dimensionnés pour une protection décennale et pour des débits de fuite conformes au SDAGE ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine,

- A R R E T E -

Titre I - OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 - Objet de l'autorisation

La Ville de RENNES est autorisée en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, à réaliser les travaux d'aménagement de la ZAC du Blosne-Est, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants.

La rubrique définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable	Caractéristiques du projet
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : 1 - Supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation 2 - Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : Déclaration	Autorisation	<i>Surface concernée par la gestion des eaux pluviales : 97 ha</i>

Le projet est soumis à la procédure d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

Article 2 - Descriptif du projet

L'opération a pour objectif une valorisation du quartier du Blosne-Est en renforçant les activités commerciales, de loisirs, tertiaires et de services. L'aménagement portera principalement sur la réorganisation du front bâti et la fédération des espaces verts autour d'un parc en réseau.

Le projet de la ZAC du Blosne Est prévoit la création de 1100 logements permettant d'accueillir 2750 personnes supplémentaires. L'aménagement d'une superficie totale de 38 ha est délimité approximativement par l'avenue de Pologne à l'Est, le quartier du Landrel au Nord, l'avenue des Pays Bas à l'Ouest et un axe passant par le parc de THORIGNE au Sud.

Titre II – PRESCRIPTIONS

Article 3 – Conditions générales

D'une façon générale, l'aménagement devra être conforme à celui prévu dans le dossier. Les équipements annexes pourront être renforcés mais ne pourront en aucun cas être supprimés ni allégés. Il en est de même de toutes préconisations contenues dans le dossier.

Les prescriptions générales nationales et locales en vigueur s'appliquent à l'ensemble du projet.

Article 4 - Mesures correctrices ou compensatoires

Gestion des eaux pluviales

L'emprise de la ZAC du Blosne-Est représente une surface de 38 ha. Le réaménagement des espaces publics et privatifs prévus dans le projet de la ZAC vont entraîner une surimperméabilisation de 3,42 ha par rapport à la situation actuelle.

Afin de ne pas aggraver l'impact lié à cette imperméabilisation supplémentaire 2 ouvrages de régulation et de traitement des eaux pluviales seront mis en œuvre dans le périmètre de la ZAC.

Les volumes de rétention minimum nécessaires pour répondre aux exigences réglementaires du PLU de Rennes sont de 705m³ pour un débit de fuite de 45,82 l/s (13,40 l/s/ha).

Les volumes effectifs des bassins de rétention qui seront mis en œuvre sont respectivement de 850 m³ pour le bassin "Guillevic" et 300 m³ pour le bassin "Jeux Dalmates" soit un total de 1150 m³.

Compte tenu des capacités supplémentaires des bassins le débit de fuite théorique pourra être ajusté de manière soit à réduire le débit rejeté au milieu soit à augmenter le niveau de protection de l'ouvrage.

Ce débit de fuite sera déterminé lorsque le détail des aménagements prévus sur la ZAC sera connu. Le débit ainsi défini sera soumis pour avis au service police de l'eau de la DDTM.

Une note d'information sera transmise au service police de l'eau de la DDTM avant chaque phase de travaux afin d'apporter toutes les précisions sur les dispositifs mis en œuvre. Cette note précisera notamment, les caractéristiques techniques (type d'ouvrage de régulation, ajutage, dimensions de la surverse ou by-pass, hauteur d'eau, profondeur du bassin etc..) ainsi que le fonctionnement du système et le protocole d'entretien retenu. Les plans des ouvrages seront joints à la note.

Article 7 - Exploitation des ouvrages – Gestion des mesures compensatoires

Ouvrages de gestion des eaux pluviales

Le permissionnaire est responsable des installations, il doit veiller à leur fonctionnement et à leur entretien, il peut déléguer cette mission à un exploitant dûment mandaté par lui à cet effet.

Les ouvrages seront régulièrement entretenus de manière à garantir le bon fonctionnement des dispositifs d'évacuation, de traitement, de régulation et d'obturation.

Le curage des boues des bassins ainsi que leur élimination devront respecter la réglementation en vigueur que ce soit au titre du code de l'environnement ou au titre du règlement sanitaire départemental.

Les ouvrages de rétention devront être entretenus régulièrement par une tonte et un faucardage si nécessaire (avec évacuation des déchets).

L'utilisation de produits phytosanitaires est strictement interdite pour l'entretien de ces ouvrages.

De manière générale, l'entretien des ouvrages consistera aussi en une visite d'inspection des ouvrages après tout événement pluvieux important et deux fois par an. Par ailleurs, un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire mentionnant le programme des opérations d'entretien réalisées et à réaliser ainsi que les observations formulées, les quantités et la destination des produits évacués. Ce carnet d'entretien devra pouvoir être présenté à toute demande du service de police de l'eau.

Titre III - DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de sa notification au permissionnaire.

Elle sera périmée au bout de trois ans, à partir de la date de notification du présent arrêté, si les travaux prévus dans cet arrêté n'ont pas été engagés.

Article 9 - Exécution des travaux

Le permissionnaire devra prévenir au moins 15 jours à l'avance le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine (Service chargé de la police de l'eau) de l'époque à laquelle ces travaux seront commencés. Il devra bien entendu obtenir toutes les autorisations nécessaires.

Le permissionnaire devra s'assurer que l'aménagement et notamment les mesures correctrices et compensatoires sont conformes aux dispositions du dossier d'autorisation.

Il devra également informer le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine, de l'achèvement des travaux et transmettre au service chargé de la police de l'eau, les plans de récolement des travaux et des ouvrages. Ces plans devront être accompagnés d'une note technique précisant les caractéristiques des ouvrages (volume, diamètre de l'orifice de fuite, dimension des surverses ou by-pass) ainsi que de leurs équipements.

Article 10 - Entretien des ouvrages

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état les installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Le permissionnaire devra s'assurer que les ouvrages de gestion des eaux pluviales sont en permanence, conformes aux dispositions du dossier d'autorisation et maintenus en bon état de fonctionnement.

Lorsque des travaux de réfection seront nécessaires, l'intéressé avisera au moins quinze jours à l'avance le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine (Service chargé de la police de l'eau).

Article 11 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 – Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 13 – Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 14 – Déclaration des accidents ou incidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le Maître d'Ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 15 - Contrôle des installations

Les agents des services de l'Etat, notamment ceux chargés d'une mission de contrôle au titre de la police de l'eau, devront avoir constamment libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Le permissionnaire supportera les frais de toute modification de ses installations nécessitée par le respect de la qualité du milieu récepteur et qui pourra lui être demandée. Il en est de même pour les travaux de curage ou d'aménagement du milieu récepteur.

En cas de non-respect des présentes prescriptions, l'administration prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, au frais du demandeur, toute cause de dommage provenant de son fait, ceci sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions à la législation sur l'eau.

Article 16 – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 17 - Informations des tiers, délais et voies de recours

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille et Vilaine et affiché en mairie de Rennes pendant au moins un mois. Un avis sera inséré aux frais du Maître d'Ouvrage dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour les demandeurs et/ou les exploitants dans un délai de deux mois à compter de sa notification et pour les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 18 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, la maire de la ville de RENNES, le chef du service départemental de l'Office National des Eaux et Milieux Aquatiques d'Ille-et-Vilaine, le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie concernée.

Fait à Rennes, le

27 MAI 2015

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Patrice FAURE